

Communiqué de presse de la FRA
Vienne, le 19 novembre 2019

Jeunes migrants: L'Europe est-elle en train de créer une génération perdue?

Les retards et les sérieuses difficultés liés à l'intégration des jeunes réfugiés qui ont fui la guerre et la persécution risquent de créer une génération perdue, indique un nouveau rapport de l'Agence des droits fondamentaux (FRA). Bien qu'il relève certaines bonnes pratiques, ce rapport recommande vivement à la France et aux autres États membres de partager leurs enseignements afin de donner à ces jeunes une chance suffisante dans la vie.

« L'UE et ses États membres travaillent d'arrache-pied pour s'employer à résoudre la question des migrations dans l'ensemble de l'Europe et éprouvent de sérieuses difficultés à intégrer les arrivées, en particulier celles des jeunes. Mais ces difficultés ne sont pas insurmontables », déclare le directeur de la FRA [M. Michael O'Flaherty](#). « Plusieurs exemples illustrent comment des décisions politiques intelligentes et réfléchies peuvent contribuer de manière durable à surmonter les obstacles. Les responsables politiques en France et à l'échelle de l'UE doivent adopter ces stratégies pour permettre à cette génération de devenir des membres à part entière de notre société. »

Sur la base d'entretiens menés avec plus de 160 réfugiés et 400 travailleurs de première ligne, le rapport de la FRA sur [L'intégration des jeunes réfugiés dans l'UE](#) met en évidence les obstacles sérieux que rencontrent les approches existantes de l'intégration des migrants pour les jeunes âgés de 16 à 24 ans.

La FRA a appris que les centres français chargés du traitement des demandes d'asile sont submergés par un nombre de demandes dix fois supérieur à leurs capacités. En conséquence, des demandeurs d'asile ont dû attendre leur tour jusqu'à six jours d'affilée avant même d'obtenir un rendez-vous.

Les retards dans le traitement des demandes font que les jeunes réfugiés doivent dormir dans la rue. Les élèves ayant le statut de réfugiés en France peuvent se retrouver sans logement à l'âge de 18 ans. Un enfant non accompagné a décrit sa solitude dans la négociation de la procédure d'asile en France sans sa mère ou son père. Il a indiqué à la FRA: « Je suis seul... il n'y a personne. Il n'y a que moi. »

Le rapport souligne également [des initiatives locales positives prises](#) dans les six pays étudiés. En voici quelques exemples:

- un mécanisme d'aide financière pour les jeunes réfugiés a été mis en place en France dans le cadre de la garantie pour la jeunesse;
- un enseignement de la langue lié au travail et une formation professionnelle dans le cadre d'un programme de formation en alternance en France;
- le quartier général de la police à Milan consacre une journée par semaine aux demandes d'asile introduites par des enfants afin d'accélérer les procédures;
- le soutien financier au logement individuel des demandeurs d'asile qui font partie du système d'accueil, à Vienne (Autriche);
- une application mobile en sept langues sur la vie en Allemagne.

La FRA invite les États membres à :

- **accélérer les procédures d’asile**: La durée moyenne de deux ans pour mener à son terme la procédure d’asile et obtenir un permis de séjour souligne la nécessité de disposer de ressources financières et humaines suffisantes pour traiter les demandes dans les délais. Ces ressources permettraient aux demandeurs ayant de grandes chances de voir leur demande approuvée de commencer leur intégration le plus tôt possible;
- **limiter la bureaucratie liée au regroupement familial**: Des membres de familles ont dû réaliser des voyages coûteux à travers des régions déchirées par la guerre pour rejoindre l’ambassade la plus proche dans un pays voisin afin de déposer leur demande. Des procédures rapides et abordables sont nécessaires pour le regroupement familial;
- **offrir un logement convenable**: Certaines personnes ont vécu dans la rue tout au long de la procédure d’asile. Les politiques de logement des réfugiés devraient permettre de faire face aux pics d’arrivées et de répondre aux besoins en matière d’éducation et d’emploi afin de réduire autant que possible les perturbations liées aux relocalisations;
- **améliorer les soins de santé mentale**: Des réfugiés ayant déjà subi des traumatismes ne peuvent pas dormir, boire ou manger au cours de la période de traitement de leur demande. Cette situation requiert l’identification, le renvoi et le traitement rapides et efficaces des problèmes de santé mentale, y compris la formation des travailleurs de première ligne;
- **améliorer l’éducation**: Certains enfants doivent attendre un an avant de pouvoir suivre l’enseignement obligatoire. Les enfants doivent intégrer les systèmes d’enseignement général dès que possible. Il est nécessaire d’accorder aux demandeurs d’asile un accès précoce à l’éducation, à la formation professionnelle et à l’emploi afin d’éviter qu’ils ne sombrerent dans la criminalité.

Informations générales

De 2015 à 2018, près de 2 millions de personnes ont bénéficié d’une protection internationale dans l’UE. Le droit de l’Union est clair et les États membres de l’UE ont le devoir de protéger les réfugiés. Des fonds de l’UE destinés à soutenir leur intégration sont également disponibles. Mais la situation sur le terrain est très inégale d’un État membre à l’autre.

Ces problèmes sont encore plus graves lorsque les jeunes réfugiés atteignent l’âge de 18 ans et que les réseaux de soutien sur lesquels ils se sont précédemment appuyés disparaissent parfois du jour au lendemain.

Notes aux éditeurs:

- Le rapport se fonde sur des entretiens réalisés sur 15 sites dans six États membres de l’UE: l’Allemagne, l’Autriche, la France, la Grèce, l’Italie et la Suède.
- Les citations tirées d’entretiens avec des [réfugiés](#) et [travailleurs de première ligne](#) en France et dans d’autres États membres de l’UE sont disponibles en ligne.
- Pour plus d’informations, veuillez contacter: media@fra.europa.eu / Tél.: +43 1 580 30 642.